



## Arrêt

**n° 118 707 du 11 février 2014**  
**dans l'affaire x / V**

**En cause : x**

**ayant élu domicile : x**

**contre :**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRESIDENT F.F. DE LA V<sup>e</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 7 octobre 2013 par x, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 6 septembre 2013.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 13 novembre 2013 convoquant les parties à l'audience du 6 décembre 2013.

Entendu, en son rapport, M. J.F. HAYEZ, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me I. CAUDRON, avocat, et M<sup>me</sup> L. DJONGAKODI-YOTO, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. L'acte attaqué**

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

#### **« A. Faits invoqués**

*Vous déclarez être de nationalité congolaise (République Démocratique du Congo) et d'ethnie munyamulenge. Vous viviez en Belgique depuis 2007 où vous aviez fait des études. Vous avez quitté la Belgique le 30 novembre 2012, pour vous rendre au Rwanda où vous êtes arrivé le 1er décembre 2012. Vous avez voyagé avec votre passeport personnel. Vous êtes resté du 3 au 5 décembre 2012 sur le territoire congolais, à Goma.*

*Le 5 décembre 2012, vous êtes rentré au Rwanda où vous êtes resté jusqu'au 14 décembre 2012. Ce jour-là, vous avez repris un avion pour Bruxelles où vous êtes arrivé le 15 décembre 2012. Vous avez*

voyagé avec un passeport d'emprunt. Vous avez introduit une demande d'asile aux autorités belges le 18 décembre 2012.

A l'appui de celle-ci, vous déclarez avoir appris le 19 novembre 2012 que votre famille avait été attaquée, tabassée et emmenée la nuit du 18 au 19 novembre 2012 par des hommes armés. Vous avez décidé de vous rendre sur place. Arrivé à la frontière congolaise le 3 décembre 2012, vous avez été arrêté par des militaires, en compagnie de votre ami [M.S], de nationalité rwandaise. Vous avez été soupçonnés d'être rwandais et d'appartenir au M23. Des casques bleus sont intervenus en votre faveur et vous avez été libérés. Vous vous êtes rendus chez votre autre ami, [P.G]. Michel est rentré le lendemain au Rwanda. Vous êtes resté chez [P.]. Le 5 décembre 2012, vous avez décidé de vous rendre à la Monuc afin de recevoir de l'aide. En cours de route, votre ami a reçu un appel l'informant que des hommes armés étaient venus vous chercher à son domicile. A cette occasion, ils ont pris l'ensemble de vos affaires personnelles. Vous avez alors décidé de quitter immédiatement le pays. Vous vous êtes rendu au poste frontière où vous êtes entré au Rwanda. Là, les militaires rwandais vous ont pris votre laissez-passer afin de mener des enquêtes à votre sujet. Vous vous êtes rendu à Kigali et êtes resté chez Michel le temps d'organiser votre voyage de retour en Belgique.

## **B. Motivation**

Il ressort toutefois de l'analyse de votre dossier qu'il ne peut être accordé de crédit aux faits que vous avez présentés à l'appui de votre demande d'asile.

En effet, vous prétendez que votre famille a été enlevée par des hommes armés la nuit du 18 au 19 novembre 2012 à Goma et que ce serait pour ce motif que vous vous seriez rendu dans cette ville en décembre 2012. Or, de nombreuses imprécisions et incohérences empêchent de considérer ces faits comme établis.

Vous ignorez ainsi à quel groupe, service ou force appartenaient ces hommes armés venus le 18 novembre 2012. Vous pensez qu'ils appartenaient à l'armée congolaise mais vous basez cela sur le simple fait que, selon les dires des voisins, ils avaient des tenues en treillis (audition du 16 juillet 2013, pp. 13 et 18). Etant donné la situation sur place, ce détail vestimentaire ne suffit pas à identifier les soldats les portant ; ce que vous reconnaissez par ailleurs (audition du 16 juillet 2013, p. 18). Il vous fut alors demandé si vous aviez cherché à avoir de plus amples informations à ce sujet, et vous avez répondu que cela dépendait des voisins, que certains sont des traîtres (audition du 16 juillet 2013, p. 18). Il s'avère toutefois que, selon vous, ce sont ces voisins qui ont informé des détails relatifs à ces faits (audition du 16 juillet 2013, p.13). Vous ignorez en outre l'identité de ces voisins (audition du 16 juillet 2013, p. 16). Vous ne les avez pas rencontrés, vous ne vous êtes pas rendu sur place, prétendant ne pas en avoir le temps (audition du 16 juillet 2013, p.16). Vos imprécisions et l'attitude passive au sujet de ces éléments essentiels portent atteinte à la véracité de ces faits.

De même, vous prétendez que ces soldats occupent depuis lors la maison de vos parents. Vous dites qu'ils sont arrivés le 18 novembre, sont restés quelques temps, se sont retirés à l'arrivée du M23 et sont revenus ensuite (audition du 16 juillet 2013, p. 7). Vous déclarez alors qu'il s'agit d'un « ramassis d'anciens miliciens (...) en tenue militaire et armés » (audition du 16 juillet 2013, p. 7). De nouveau, vous pensez qu'il s'agit de soldats des FARDC (Forces Armées congolaises) mais ne pouvez donner de précision à ce sujet (audition du 20 août 2013, p. 14). Pour appuyer ce fait, vous déposez une photo de ce qui serait la maison de vos parents occupée par ces soldats. La photo ne permet tout d'abord pas de prouver qu'il s'agit bien de votre maison familiale, et encore moins des faits qui s'y seraient déroulés. Ensuite, cette photo n'indique nullement la présence de soldats occupant la maison. Comme vous le relevez vous-même, la maison apparaît abandonnée (audition du 16 juillet 2013, p.7). Ces déclarations ne convainquent pas de la vraisemblance des allégations que vous portez.

Vous déclarez que votre famille a été attaquée car des réunions de Banyamulenge se déroulaient parfois au domicile familial ; votre père aurait été le chef de la communauté banyamulenge de Goma (audition du 16 juillet 2013, p. 14). Ce serait votre ami [P.], également munyamulenge, qui vous en aurait informé (audition du 16 juillet 2013, p. 14). Vous ne connaissez toutefois aucun d'eux (audition du 16 juillet 2013, p. 18). De même, vous affirmez que des amis rwandais rendaient visite à vos parents, mais vous ne connaissez pas leur identité (audition du 16 juillet 2013, p. 17). S'agissant du motif qui serait à l'origine des persécutions vécues par votre famille, il n'est pas crédible que vous n'ayez aucune information à ce sujet, et que vous ne vous soyez pas renseigné, notamment auprès de votre ami [P.], avec lequel vous êtes toujours en contact (audition du 20 août 2013, p.9).

*Une importante contradiction a été relevée entre vos déclarations successives. Ainsi, vous avez déclaré qu'entre le moment où vos parents s'étaient installés en 2010 à Goma et l'attaque qu'ils avaient subie le 18 novembre 2012, ils n'avaient jamais eu de problèmes. Vous avez même précisé : « ils ont connu différentes guerres mais n'ont pas personnellement été visés » (audition du 16 juillet 2013, pp. 5 et 14). Or, ultérieurement, vous avez prétendu qu'ils recevaient des menaces verbales de manière récurrente, et qu'ils avaient même reçu une menace écrite (audition du 16 juillet 2013, p. 17 ; audition du 20 août 2013, p. 9). Au-delà de cette divergence, relevons que vous ignorez s'ils ont porté plainte auprès d'une association, de la Monuc ou auprès d'un autre service suite à ces menaces (audition du 16 juillet 2013, p. 14). Vous dites, par ailleurs, que ces sont des voisins qui proféraient ces menaces verbales, mais vous ignorez qui étaient ces « voisins » (audition du 16 juillet 2013, p. 18). Au vu du manque de constance et de précision de vos déclarations au sujet de ces faits, ceux-ci ne peuvent être considérés comme établis.*

*Par ailleurs, vous prétendez vous être rendu à Goma suite à ces événements et avoir voulu vous rendre à la Monuc pour recevoir de l'aide (audition du 16 juillet 2013, p. 11). Vous expliquez ne pas vous y être allé car en chemin vous avez appris que des hommes armés étaient passés vous chercher chez [P.]. Vous ignorez toutefois qui étaient ces hommes armés (à quelle force ou service ils appartenaient) (audition du 16 juillet 2013, p. 11).*

*Vous déclarez que votre ami [P.] s'est présenté à la Monuc dans le cadre de la disparition de vos parents. Vous ignorez toutefois les détails relatifs à ces démarches (audition du 16 juillet 2013, p. 7). Vous déclariez le 16 juillet 2013 qu'aucune autre démarche n'avait été entreprise afin d'enquêter sur la disparition de votre famille. Le 20 août 2013 (p. 11), vous déclarez que [P.] est passé trois fois à la Monusco (sans pouvoir préciser les dates de ces visites), dans deux services différents (centre-ville et aéroport), qu'il a rempli des fiches et qu'il n'a pas reçu de documents. Bien que vous puissiez donner davantage d'informations, lors de votre dernière audition, sur les démarches menées auprès de la Monusco par [P.], ces informations restent vagues. Le Commissariat général ne comprend par ailleurs pas pourquoi vous ne vous n'êtes pas intéressé plus tôt à ces uniques démarches menées suite à cet événement tragique.*

*Dans le même sens, il vous avait été demandé le 16 juillet 2013, si vous aviez entrepris des démarches depuis la Belgique auprès d'associations ou d'ONG afin d'élucider ce qui était arrivé à vos parents. Vous aviez répondu que vous n'aviez pas le moral pour cela et que vous n'y croyiez pas trop (audition du 16 juillet 2013, p. 17). Le 20 août 2013, vous avez prétendu avoir pris contact avec des associations de Goma (p.12). Il s'avère toutefois qu'une seule association aurait été contactée (une association locale dénommée ASVOCO (Association des volontaires du Congo)), que ce ne serait pas vous personnellement qui l'auriez contactée, que vous ignorez qui de cette association a été contacté, et que vous ne savez pas vraiment la réponse qui a été donnée et ce qui était prévu pour la suite (audition du 20 août 2013, p. 12). Vous affirmez également être passé dernièrement à la Croix Rouge pour faire une recherche (audition du 20 août 2013, p. 12). L'ensemble de ces déclarations ne convainc nullement le Commissariat général de votre intérêt dans cette affaire ainsi que de la véracité de ces démarches entreprises par la suite (plus de huit mois après les faits)(audition du 20 août 2013, p. 12).*

*Etant donné l'analyse faite ci-dessus, le Commissariat général remet en cause la réalité de la disparition de vos parents dans les conditions que vous avez décrites dans le cadre de votre demande d'asile. Ceci porte dès lors atteinte aux faits que vous déclarez avoir vécus en lien avec cette affaire.*

*Vous prétendez en outre être d'ethnie munyamulenge (banyamulenge) (audition du 16 juillet 2013, p. 2 ; audition du 20 août 2013, p. 2). Le Commissariat général n'est toutefois pas convaincu de la vraisemblance de cette déclaration.*

*En effet, il vous a été posé une série de questions vous invitant à parler de votre ethnie, de ses particularités, de ses coutumes, des groupes les ayant défendus ou attaqués, de la signification que revêtait pour vous cette appartenance ethnique. Il vous fut également demandé de parler de l'histoire de votre famille (audition du 20 août 2013, pp. 2 à 8). Or, vos propos en réponse à ces questions se sont avérés particulièrement imprécis. Le caractère général et théorique de vos déclarations ainsi qu'un certain détachement s'y rapportant ne permettent pas de considérer que vous appartenez à cette ethnie.*

Ainsi, vous parlez des membres de cette ethnie en ces termes : « ils n'ont pas de territoire bien défini. On les retrouve surtout dans le Sud Kivu » (audition du 20 août 2013, p. 2) ; « s'ils revendiquent la terre, on dit qu'ils ne sont pas de là » (p. 3) ; « ils ont à peu près les mêmes coutumes que les ethnies environnantes » (p.3) ; « Quand ils sont arrivés [...] ils se sont retirés sur un plateau et ont fondé ce qui semble être le premier village : Mulenge d'où vient le nom munyamulenge » (p. 4) ; « on a tendance à dire qu'ils parlent le kinyamulenge » (p. 4) ; « Mulenge qui semble être le premier village occupé par les Banyamulenge » (p. 4) ; « des groupes les combattent » (p. 8).

Bien que vous n'ayez jamais vécu dans la région, il n'est en effet pas vraisemblable que vous teniez de tels propos concernant l'ethnie banyamulenge si votre père, vos frères et soeurs et vous en faites partie ; et si, comme vous le prétendez, votre père était le chef de la communauté banyamulenge de Goma (et qu'il aurait été enlevé à cause de cela (audition du 20 août 2013, p. 14)). Ces constatations remettent en cause la crédibilité de votre appartenance à cette ethnie particulière ; même si le Commissariat général n'a pas de doute quant à vos origines babembe (de Bakara) et burundaises.

Vous déclarez avoir dû changer de quartier de Kinshasa en août 1998 suite à la « traque aux Rwandais » (audition du 16 juillet 2013, p. 5 ; audition du 20 août 2013, p. 9). Cet événement ne fait pas de vous un Munyamulenge, il peut tout à fait se comprendre du fait de vos origines burundaises, non remises en cause.

Il ressort également de vos déclarations une incohérence importante. Ainsi, vous prétendez que les Banyamulenge sont composés de personnes appartenant à plusieurs ethnies différentes telles que les Tutsis, les Hutus et les Batwas (audition du 20 août 2013, pp. 2, 8). Vous ne pouvez toutefois pas dire si votre famille et vous êtes tutsis, hutus ou batwas (p. 2).

Les quelques informations que vous donnez sur les Banyamulenge (ce sont des éleveurs, originaires du Rwanda ou du Burundi, qui parlent le kinyamulenge) ou sur la signification (en kirundi ou kibembe) de certains noms de votre famille (audition du 20 août 2013, pp. 2 à 8) ne suffisent pas à accréditer votre appartenance à l'ethnie des Banyamulenge. Relevons par ailleurs que les extraits du livre que vous déposez à l'appui de votre demande d'asile, reprennent plusieurs de vos déclarations. Ainsi, on y retrouve le clan auquel vous dites appartenir (Dossier administratif, farde « Documents », extraits, page 41). Le Commissariat général constate à ce sujet que vous ne pouvez citer qu'un seul autre clan (de l'ethnie babembe, non banyamulenge) provenant du territoire d'où vos parents sont originaires (audition du 20 août 2013, p. 8). On trouve également dans ces extraits l'affirmation que vous avez répétée selon laquelle « les Banyamulenge ne sont pas tous d'origine rwandaise et ne sont pas que des Tutsis, bien que ces derniers soient les plus nombreux » (extraits, page 41 ; audition du 20 août 2013, pp. 2, 3).

De même, les quelques rares informations que vous donnez sur la ville, Baraka, où vos parents seraient nés et auraient grandi et où vous vous seriez rendu une fois, ne suffisent pas à prouver que vous êtes munyamulenge ; elles attestent tout au plus que vous vous y êtes rendu une fois.

Relevons en outre que vous n'avez jamais vécu à l'Est du Congo. Vous n'avez en effet vécu qu'à Kinshasa et dans le Bas-Congo où vous n'avez jamais subi de persécution (l'évocation d'un interrogatoire insistant en 1999 dans le cadre d'une demande de passeport ne saurait constituer une persécution ; d'autant que vous avez reçu une série de documents d'identité et de nationalité congolaise par la suite (Dossier administratif, farde « Documents » : « attestation de nationalité », « extrait d'acte de naissance » et « certificat de naissance » ; passeport détenu et présenté aux autorités internationales pour l'octroi de visas : dossier administratif, farde « Informations des pays », dossier visa)(audition du 16 juillet 2013, p. 7 ; audition du 20 août 2013, pp. 9, 14 et 15)).

Dès lors au vu de ce qui précède, le Commissariat général considère que vous n'êtes pas parvenu à rendre crédible votre crainte de persécution au sens de la Convention de Genève, ni l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

Les autres documents que vous avez présentés à l'appui de votre demande d'asile ne peuvent renverser le sens de la présente décision.

En effet, le « témoignage » de votre ami [P.G] revêt tout d'abord un caractère privé qui en limite la force probante. Le Commissariat général ne peut en effet pas s'assurer de l'impartialité de son auteur que

*vous décrivez comme un ami proche. Par ailleurs, cette lettre mentionne des démarches auprès d'autorités militaires dont vous n'avez jamais fait mention dans vos déclarations.*

*Les parties photocopiées du document intitulé « Les Banyamulenge » ne permettent pas d'attester de votre ethnie. Comme constaté ci-dessus, les extraits présentés correspondent en partie à vos déclarations, et se limitent à cela.*

*Quant à la copie du laissez-passer que vous avez présenté le 20 août 2013, ce document ne peut suffire à prouver les problèmes que vous auriez vécus vous et votre famille. En effet, il ne fait nullement mention des faits se trouvant à la base de votre demande d'asile. Au contraire, il est établi par les autorités congolaises de Goma, à votre nom, au moment où vous prétendez être recherché par ces mêmes autorités. De plus, il y est indiqué que vous possédiez une carte d'identité, ce qui ne correspond pas à vos déclarations. Enfin, vous prétendez que ce document vous a été saisi par les autorités rwandaises à la frontière entre le Congo et le Rwanda le 5 décembre 2012. Vous affirmez que plusieurs intermédiaires sont intervenus pour obtenir ce document, mais vous ignorez qui sont ces personnes, hormis une (audition du 20 août 2013, p. 9 et 10). Au sujet de cette dernière, un certain [K], vous ne savez pas quelle est sa fonction et dans quel service il travaille (audition du 20 août 2013, p. 10). De même, vous dites que cet homme a demandé qu'on lui transmette le dossier et qu'on lui en fasse une copie (audition du 20 août 2013, p. 10), mais vous ne pouvez pas dire quel est le contenu de ce dossier. Vous ne savez pas préciser où ce dossier se trouve physiquement, et ignorez comment cette copie est parvenue à Michel (audition du 20 août 2013, pp. 10 et 11). L'ensemble de ces déclarations empêche d'accorder à ce document une quelconque force probante dans le cadre de votre demande d'asile.*

*Les documents d'identité et de nationalité que vous avez présentés se limitent à attester de celles-ci.*

### **C. Conclusion**

*Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers ».*

#### **2. Les faits invoqués**

Devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le Conseil), la partie requérante fonde, pour l'essentiel, sa demande d'asile sur les faits tels qu'ils sont exposés dans l'acte attaqué.

#### **3. La requête**

3.1. S'agissant de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, la partie requérante prend un moyen de la « violation de l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, des articles 48/3 et 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers » (requête, page 4).

3.2. Sous l'angle de sa demande d'octroi du statut de protection subsidiaire, la partie requérante invoque la « violation de l'article 48/4 de la loi du 15.12.1980, tel que modifié par la loi du 15/09/2006, des articles 2 et 3 de la loi du 29.09.1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, de l'erreur manifeste d'appréciation, du principe général du devoir de prudence et de bonne administration, ainsi que celui selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments pertinents de la cause » (requête, page 13).

3.3. Elle conteste en substance la pertinence des motifs de la décision entreprise au regard des circonstances particulières de la cause.

3.4. En conséquence, elle sollicite, à titre principal, la reconnaissance de la qualité de réfugié et, à titre subsidiaire, l'octroi de la protection subsidiaire. A titre infiniment subsidiaire, elle demande l'annulation de la décision attaquée (Requête, page 20).

#### 4. Questions préalables

4.1. En ce que le moyen est pris d'une erreur manifeste d'appréciation, le Conseil rappelle que lorsqu'il statue en pleine juridiction, comme en l'espèce, il procède à un examen de l'ensemble des faits de la cause et sa compétence ne se limite pas à une évaluation, par définition marginale, de l'erreur manifeste d'appréciation. Il examine donc si la décision est entachée d'une erreur d'appréciation et non pas uniquement d'une erreur manifeste d'appréciation.

4.2. Concernant la violation du principe de bonne administration, le Conseil jouit d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (v. Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, notamment p. 94 et suivants).

#### 5. Pièces versées devant le Conseil

5.1. En annexe à sa requête, la partie requérante dépose un article internet daté du 20 novembre 2012 intitulé : « RDC : les rebelles du M23 sont entrés à Goma », [www.radiookapi.net](http://www.radiookapi.net), un article de presse de Médecins Sans Frontières daté 1<sup>er</sup> octobre 2013 intitulé : « Democratic Republic of Congo : Civilians under attack in Masisi territory », [www.doctorswithoutborders.org](http://www.doctorswithoutborders.org), un article de presse publié le 24 septembre 2013 intitulé : « Democratic Republic of the Congo : Nord-Kivu : les miliciens ADF-Nalu tuent trois personnes à Watalinga, selon la société civile », [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int), un article de l'IRIN – Integrated Regional Information Network – publié le 30 août 2013 et intitulé : « Combatants "recycled" in DRC », [www.ecoi.net](http://www.ecoi.net).

5.2. A l'audience, la partie requérante a déposé, au moyen d'une note complémentaire un courrier du Service Tracing de la Croix-Rouge daté du 22 août 2013 et un article de Human Rights Watch daté du 4 octobre 2012 intitulé : « RD Congo : la justice se fait toujours attendre un an après une attaque à caractère ethnique », [www.hrw.org](http://www.hrw.org).

5.3. Le Conseil constate que la communication des documents précités satisfait aux conditions prescrites par l'article 39/76 de la loi du 15 décembre 1980 et décide dès lors d'en tenir compte.

#### 6. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

6.1. L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « la loi du 15 décembre 1980 ») en son paragraphe premier est libellé comme suit : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ». Ledit article 1er de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».

6.2. La partie défenderesse rejette la demande d'asile de la partie requérante en raison de l'absence de crédibilité de son récit. Elle remet en cause l'attaque et la disparition de la famille du requérant en novembre 2012 au vu de l'attitude passive du requérant qui, selon elle, s'est montré peu intéressé par cette affaire et n'a pas convaincu de la réalité des démarches qu'il aurait entreprises afin de retrouver les membres de sa famille. L'origine ethnique banyamulenge du requérant est également contestée. La partie défenderesse relève en outre que la partie requérante n'a jamais vécu à l'Est du Congo. Quant aux documents déposés par la partie requérante, la partie défenderesse estime qu'ils ne permettent pas de renverser le sens de sa décision.

6.3. Dans sa requête, la partie requérante reproche en substance à la partie défenderesse d'avoir mal apprécié les éléments de sa demande de protection internationale et se livre à une critique des divers motifs de la décision entreprise.

6.4. En l'espèce, il ressort des arguments en présence que le débat entre les parties porte sur la crédibilité des faits et craintes allégués par la partie requérante.

6.5. A titre liminaire, le Conseil rappelle que le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, 1979, réédition, 1992, page 51, § 196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier de la qualité de réfugié qu'il revendique. Partant, l'obligation de motivation du Commissaire général, en cas de rejet de la demande, se limite à exposer les motifs pour lesquels le demandeur ne l'a pas convaincu qu'il craint avec raison d'être persécuté s'il devait rentrer dans son pays d'origine. La question pertinente consiste à apprécier si le demandeur peut convaincre, au vu de ses déclarations et par le biais des informations qu'il communique, qu'il a quitté son pays en raison d'une crainte fondée de persécution ou qu'il a des raisons fondées de craindre d'être persécuté en cas de retour dans son pays.

6.6. Le Conseil rappelle également que dans le cadre d'un recours en plein contentieux, comme en l'espèce, il jouit d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « *soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...]. Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision : la compétence de « confirmation » ne peut clairement pas être interprétée dans ce sens. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...]* » (v. Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. Parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/001, p. 95).

6.7. En l'espèce, le Conseil estime tout d'abord que le requérant ne fournit aucun élément suffisamment probant, sérieux et convaincant pour établir que les membres de sa famille ont été agressés à Goma en novembre 2012 et sont portés disparus depuis cette date.

6.7.1. A cet égard, alors que le requérant affirme avoir quitté la Belgique en novembre 2012 et s'être rendu à Goma après avoir été informé par son ami [P.G] que sa famille avait été attaquée et enlevée par des éléments armés, le Conseil relève le peu d'informations dont disposait le requérant lors de sa première audition en date du 16 juillet 2013 quant aux démarches entreprises par son ami [P.G] afin de retrouver les membres de sa famille. Le requérant s'est en effet contenté d'affirmer de manière vague que son ami est allé voir des casques bleus pakistanais de la Monusco à plusieurs reprises, mais que ces derniers sont corrompus et ne sont pas motivés (rapport d'audition du 16 juillet 2013, pages 6 et 7). Ce faisant, le requérant n'a pu préciser le nombre de fois où son ami s'est rendu à la Monusco, à quel service il s'est adressé et si son ami a contacté d'autres organismes tels que des ONG ou des associations présentes sur place. Or, dans la mesure où le requérant a spécialement effectué le voyage jusqu'à Goma pour savoir ce qu'il était advenu des membres de sa famille, il est invraisemblable qu'il n'ait pas questionné plus avant son ami [PG] sur les actions qu'il avait menées à cet égard alors même que le requérant a passé du temps avec lui et logeait dans sa maison.

6.7.2. Le Conseil s'étonne également que le requérant ne se soit pas entretenu avec les voisins qui auraient assisté à l'agression de sa famille afin d'en savoir davantage sur le déroulement de ce fait. De plus, alors que le requérant affirme avoir été informé de l'agression et de la disparition de sa famille le 19 novembre 2012, le Conseil estime que le manque d'empressement du requérant à recourir personnellement à l'aide d'associations ou d'organismes contribue à remettre en cause la réalité des problèmes rencontrés par sa famille. A cet égard, le Conseil constate que le requérant n'a contacté le service Tracing de la Croix-Rouge Belgique qu'en août 2013, soit plus de huit mois après l'agression alléguée de sa famille. Concernant l'attestation du service Tracing de la Croix-Rouge Belgique déposée à l'audience par le requérant, le Conseil constate qu'elle ne fait nullement état des faits allégués par le requérant ni de la disparition des membres de sa famille. Partant, ce document ne permet pas de rétablir la crédibilité défaillante du récit du requérant.

6.7.3. Par ailleurs, lors de son audition du 20 août 2013, le requérant mentionne également une éventuelle intervention d'une association établie à Goma dénommée « Association des Volontaires du Congo ». Cependant, il affirme n'avoir pas lui-même personnellement contacté cette association. Le requérant déclare que c'est un de ses amis vivant à Paris qui s'est entretenu avec un membre de l'association il y a deux semaines, mais ignore quelle personne précisément. Concernant la suite de ses

démarches auprès de cette association, le requérant se contente d'affirmer vaguement et de façon peu convaincante : « *On va voir comment on va monter le dossier... on va envoyer les infos (sic), ils vont voir quelles autorités ils vont aller voir. Ils vivent là-bas, ils connaissent...ils vont nous dire ce qu'il convient de faire* » (page 12). Le Conseil estime que le manque de diligence et d'initiative dont fait preuve le requérant en vue de retrouver les membres de sa famille et de savoir précisément ce qui leur est arrivé traduit une forme de désintérêt de sa part au sujet de l'agression alléguée de celle-ci alors qu'il s'agit d'un fait suffisamment grave, autorisant que le Conseil attende du requérant une attitude plus active quant à cet élément central, à l'origine même de sa demande d'asile.

Il ressort des constats qui précède qu'en l'espèce l'attitude désintéressée du requérant telle qu'elle vient d'être décrite, combinée à l'absence d'élément concret et probant établissant la disparition des membres de sa famille, empêchent de croire en la réalité de ces faits.

6.8. De surcroît, le Conseil n'est pas convaincu que le requérant soit recherché par les autorités de Goma depuis le 5 décembre 2012 et ait été soupçonné, dès son arrivée à Goma le 3 décembre 2012, d'être un « *espion rwandais* » et un membre du M23. En effet, si ces allégations du requérant étaient avérées, le Conseil estime que les autorités de Goma ne lui auraient pas délivré un laissez-passer le 5 décembre 2012 afin qu'il puisse se rendre à Kigali pour une durée de 30 jours (Dossier administratif, pièce 20 – laissez-passer).

6.9. Il y a également lieu de s'interroger sur la région dans laquelle la partie requérante pourrait s'installer en cas de retour en République Démocratique du Congo. En termes de requête (page 14), la partie requérante soutient qu'il devrait retourner Goma parce que sa famille y résidait depuis plusieurs années et que le domicile familial s'y trouve. Il ajoute avoir quitté le Congo en 1999, qu'il résidait alors à Kinshasa, mais n'a plus actuellement de famille ou de domicile à cet endroit. Pour sa part, le Conseil relève que jusqu'à son départ du pays en 1999, le requérant a d'abord vécu de manière continue à Kinshasa avec sa famille avant d'intégrer, en 1991, un internat situé à Tumba dans le Bas-Congo dans le cadre de ses études secondaires, ne revenant alors à Kinshasa que durant les vacances scolaires (rapport d'audition du 16 juillet 2013, pages 2, 4 et 5 et rapport d'audition du 20 août 2013, pages 14 et 15). Ainsi, si il affirme y être allé en vacances lorsqu'il était enfant et y être retourné épisodiquement en 1984, 1989, 1995 et pour la dernière fois en décembre 2012 suite à l'agression de sa famille (rapport d'audition du 16 juillet 2013, pages 9 et 10 et rapport d'audition du 20 août 2013, page 15), il ressort des éléments du dossier que le requérant n'a jamais vécu de manière durable ou continue à Goma ni dans l'Est du Congo en général. Actuellement, le requérant est âgé de plus de trente-quatre ans, est doté d'un niveau intellectuel élevé (titulaire de deux master en informatique et a déjà exercé le métier d'informaticien) et a vécu loin de sa famille et de son pays d'origine depuis ses 20 ans. Partant, le Conseil estime que le requérant n'a pas un profil vulnérable et qu'il peut raisonnablement attendre de lui qu'il retourne s'installer dans la ville de Kinshasa ou dans le Bas-Congo, régions où il a passé son enfance et son adolescence, et ce, même si sa famille a décidé de rester à Goma, *quod non* cet élément n'étant, d'ailleurs, nullement étayé. De surcroît, le Conseil constate qu'interrogé par la partie défenderesse sur la possibilité pour lui d'aller vivre à Kinshasa ou dans le Bas-Congo, le requérant affirme que « ceux » qui le recherchent à l'Est détiennent ses documents et son identité, ainsi que « beaucoup d'éléments » sur lui qu'ils ont probablement transmis à Kinshasa (rapport d'audition du 20 août 2013, page 16). Or, dans la mesure où les ennuis que le requérant auraient rencontrés à l'Est du Congo ont été jugés invraisemblables par le Conseil, ces explications ne sont pas crédibles et ne peuvent être accueillies favorablement par le Conseil.

6.10. Dans l'acte attaqué, la partie défenderesse remet en cause l'origine ethnique banyamulenge du requérant et les craintes de persécutions qui y sont liées. Pour sa part, le Conseil estime que les nombreux éléments de réponse relatifs à l'ethnie banyamulenge qui ont été fournis par la partie requérante tout au long de son audition et qui ne sont pas contestés par la partie défenderesse, suffisent à établir son origine ethnique banyamulenge. Les reproches formulés à cet égard par la partie défenderesse selon lesquels les déclarations du requérant sont théoriques, reflètent « un certain détachement » de sa part et sont reprises dans les extraits du livre déposé par le requérant, ne sont pas pertinents. Toutefois, le Conseil estime que le requérant n'établit nullement le bien-fondé de ses craintes liées à son origine ethnique en cas de retour à Kinshasa ou dans le Bas-Congo. En effet, le requérant et sa famille ont vécu à Kinshasa et dans le Bas-Congo (le requérant a quitté son pays en 1999 et sa famille s'est installé en 2000 dans le Bas-Congo jusqu'en 2010) et il ne ressort nullement des déclarations du requérant que durant toutes ces périodes, lui-même ou des membres de sa famille aurait rencontré des problèmes particuliers en raison de leur origine ethnique banyamulenge. Tout au plus, le requérant a affirmé avoir été interrogé par ses autorités de manière insistante sur ses parents et



sur ses origines burundaises en 1999 dans le cadre de sa demande de passeport (rapport d'audition du 16 juillet 2013, page 7 et rapport d'audition du 20 août 2013, page 9). Cet interrogatoire ne constitue toutefois pas une persécution d'autant plus que le requérant a reçu une série de documents d'identité et de nationalité congolais par la suite (Dossier administratif, farde « Documents », pièce 20 : « attestation de nationalité », « extrait d'acte de naissance » et « certificat de naissance » ; passeport détenu et présenté aux autorités internationales pour l'octroi de visas : dossier administratif, farde « Informations des pays », pièce 21, dossier visa). Le requérant a également déclaré que suite à la « traque aux rwandais » en août 1998, sa famille et lui ont dû s'installer dans un autre quartier de Kinshasa durant deux à trois semaines jusqu'à ce que la situation se calme (rapport d'audition du 16 juillet 2013, page 5 et rapport d'audition du 20 août 2013, page 9). Ils n'ont toutefois pas été personnellement menacés et ces attaques n'étaient pas dirigées contre des banyamulenges. Le requérant a également précisé que suite à ces incidents, sa famille n'avait plus rencontré d'ennuis particuliers à Kinshasa. Partant, le Conseil estime que le requérant ne fait pas état de persécutions dont lui ou sa famille auraient été victimes à Kinshasa ou dans le Bas-Congo du fait de leur origine ethnique banyamulenge. L'article de Human Rights Watch que le requérant a déposé à l'audience et qui s'intitule : « RD Congo : la justice se fait toujours attendre un an après une attaque à caractère ethnique » parle d'une attaque meurtrière des Maï-Maï ayant visée des membres de l'ethnie banyamulenge dans la région du Sud-Kivu le 4 octobre 2011. Cet article daté d'octobre 2012 dénonce également les violences dont sont victimes les banyamulenge, mais limite ces exactions dans la région du Sud-Kivu, dans l'Est du Congo. Partant, le Conseil réitère que le requérant pourrait s'installer à Kinshasa ou dans la Bas-Congo sans crainte d'être persécuté du fait de son origine ethnique banyamulenge.

6.11. Les éléments qui précèdent suffisent à forger la conviction du Conseil quant à l'absence de crédibilité des faits et craintes invoqués par la partie requérante à l'appui de sa demande de protection internationale. Les moyens développés dans la requête ne permettent pas de conduire à une autre conclusion. La partie requérante n'y apporte aucun élément de nature à pallier les incohérences et invraisemblances relevées *supra* ou à établir la réalité des faits et craintes invoqués. Elle s'attèle particulièrement à réitérer les déclarations qu'elle a tenues au cours de ses deux auditions devant les services de la partie défenderesse et à avancer des explications factuelles ou contextuelles que le Conseil estime dénuées de pertinence.

Elle affirme aussi que la retranscription des notes d'audition est particulièrement lacunaire (requête, page 5), mais n'étaye nullement son allégation et ne démontre pas que l'entièreté de ses déclarations n'aurait pas été reprise. Elle soutient encore qu'elle se trouve dans un « *état de grande détresse psychologique* » (requête, page 5) la rendant incapable de se mobiliser intensément, mais ne fournit aucune attestation médicale en vue de l'attester.

6.12. Les documents déposés par la partie requérante et présents dans le dossier administratif ne permettent pas de rétablir la crédibilité de son récit. S'agissant de la photographie, aucun élément ne permet d'attester qu'il s'agit du domicile de la famille du requérant à Goma et que les membres de sa famille y ont été persécutés.

Concernant le témoignage de son ami [P.G] daté du 9 avril 2013, le Conseil constate qu'il se borne essentiellement à réitérer les déclarations du requérant, lesquelles ont été jugées invraisemblables par le Conseil. Ce témoignage ne contient aucun élément précis ou circonstancié de nature à modifier le sens de la présente décision.

Les attestations de nationalité, l'extrait de naissance et le certificat de naissance du requérant attestent de son identité et de sa nationalité, éléments qui ne sont pas remis en cause en l'espèce.

Quant au document intitulé « Les Banyamulenge », il ne mentionne guère que les banyamulenge établis à Kinshasa ou dans le Bas-Congo auraient des raisons de craindre d'être persécutés en raison de leur origine ethnique.

6.13. Le Conseil considère que le bénéfice du doute que sollicite la partie requérante (requête, pages 11 et 12), ne peut lui être accordé. Ainsi, Le Conseil rappelle que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés recommande d'accorder le bénéfice du doute à un demandeur si son récit paraît crédible (HCR, Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, Genève, 1979, réédition, 1992, § 196 ) et précise que le « bénéfice du doute ne doit être donné que lorsque tous les éléments de preuve disponibles ont été réunis et vérifiés et lorsque l'examineur est convaincu de

manière générale de la crédibilité du demandeur » (Ibid., § 204). Aussi, l'article 48/6 nouveau de la loi du 15 décembre 1980 stipule également que « [l]orsque le demandeur d'asile n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres, il sera jugé crédible et le bénéfice du doute lui sera accordé si les conditions cumulatives suivantes sont remplies : a) le demandeur d'asile s'est réellement efforcé d'étayer sa demande ; b) [...] une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants ; c) les déclarations du demandeur d'asile sont jugées cohérentes et plausibles [...] ; [...] e) la crédibilité générale du demandeur a pu être établie ». Le Conseil estime qu'en l'espèce ces conditions ne sont manifestement pas remplies, comme le démontrent les développements qui précèdent, et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'octroyer à la partie requérante le bénéfice du doute qu'elle revendique.

6.14. Quant à l'article 48/7 nouveau de la loi du 15 décembre 1980, invoqué par la partie requérante en termes de requête (requête, page 12), le Conseil rappelle que, selon cette disposition, le fait qu'un demandeur a déjà été persécuté ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est considéré comme un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de penser que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas. En l'espèce, la partie requérante n'établit nullement qu'elle « a déjà été persécuté[e] ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes » de sorte qu'il n'y a pas lieu d'appliquer cette disposition *in specie*.

6.15. Pour le surplus, le Conseil considère que la motivation de la décision attaquée est suffisamment claire et intelligible pour permettre à la requérante de saisir pour quelles raisons sa demande a été rejetée. La partie défenderesse a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles la partie requérante n'a pas établi qu'elle craint d'être persécutée ou encourt un risque de subir des atteintes graves en cas de retour dans son pays. La décision est donc formellement et adéquatement motivée.

6.16. Au vu de ce qui précède, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés. Cette constatation rend inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

6.17. Partant, le Conseil estime que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

## 7. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

7.1 L'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 énonce que : « *le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, [...]* ».

Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « *sont considérés comme atteintes graves :*

*a) la peine de mort ou l'exécution ; ou*

*b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou*

*c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».*

7.2. En l'espèce, dès lors que la partie requérante n'invoque pas d'autres faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié, et que ces mêmes faits ne sont pas tenus pour crédibles (voir *supra*, point 6.), force est de conclure qu'il n'existe pas de « *sérieux motifs de croire* » que la partie requérante encourrait un risque réel de subir, en raison de ces mêmes faits, « *la peine de mort ou l'exécution* » ou encore « *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants* » au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980.

7.3. Concernant la demande d'octroi de la protection subsidiaire sous l'angle de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980, la requête soutient que s'il devait être considéré que le requérant devait retourner à Kinshasa, il y a lieu de relever que la situation en République Démocratique du Congo est dramatique. Elle avance qu'il ressort de l'ensemble des documents produits que la violation des droits

de l'homme est massive et l'impunité totale ; que l'insécurité juridique, physique et sociale concerne la quasi-totalité des congolais ; que la population civile est sans cesse frappée par de graves crimes internationaux commis tant par les forces gouvernementales que les milices. Selon la partie défenderesse, la pauvreté est une bombe à retardement et il doit être considéré qu'il y a un risque de violence aveugle (requête, page 18).

Le Conseil constate toutefois que, d'une part, la partie requérante n'étaye pas son argumentation afin de démontrer qu'il existerait une violence aveugle au Congo et, d'autre part, qu'elle ne fait pas état du fait qu'à Kinshasa ou dans le Bas-Congo, lieux où elle a toujours vécu au Congo, sévirait un conflit armé interne ou international. En conséquence, le Conseil constate que la partie requérante ne fournit pas le moindre élément ou argument qui permettrait d'établir que la situation qui prévaut actuellement dans son pays d'origine puisse s'analyser comme une situation de "*violence aveugle en cas de conflit armé*" au sens de cette disposition, ni qu'elle soit visée par cette hypothèse. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit, dans le dossier administratif ou dans le dossier de procédure, aucune indication de l'existence de pareils motifs. A cet égard, le Conseil relève que les quatre documents annexés à la requête (voir *supra* 5.1.) traitent de la situation sécuritaire dans l'Est du Congo et ne sont donc pas pertinents dès lors que le Conseil a jugé que le requérant pouvait valablement s'installer à Kinshasa ou dans le Bas-Congo.

7.4. Au vu de ce qui précède, il apparaît donc que la partie requérante n'établit pas qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait, en cas de retour dans son pays, un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

#### 8. L'examen de la demande d'annulation

La requête demande d'annuler la décision entreprise. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a pas lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

### **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

#### **Article 2**

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le onze février deux mille quatorze par :

M. J.-F. HAYEZ, président f.f., juge au contentieux des étrangers

M<sup>me</sup> M. BOURLART, greffier.

Le greffier, Le président,

M. BOURLART

J.-F. HAYEZ